

OINITIALEMENT PRÉVU POUR LE 18 SEPTEMBRE

# Le comité central du FLN reporté à début octobre

*Initialement programmée pour le vendredi 18 septembre, la réunion de la première session du comité central du Front de libération nationale est reportée à début octobre prochain. C'est ce que nous confie une source sûre au parti : «La décision a été prise aujourd'hui ( hier samedi, ndlr) par le secrétaire général.»*

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - La raison invoquée par notre source, pour expliquer ce report, n'a aucune espèce de relation, ni avec la politique, ni avec la conjoncture économique ou sociale ou encore d'ordre organique et interne au parti. Tout simplement, «le secrétaire général a été contraint de reporter cette session car une bonne partie des membres du comité central se trouve aux Lieux Saints pour accomplir le hadj et ne seront donc de retour au pays qu'après la fête de l'Aïd el-Kébir».

Un argument qui tient la route et qui peut, effectivement, justifier un report. Mais il est loin, en revanche, d'expliquer les raisons réelles qui ont poussé Ammar Saâdani à mettre plus de quatre mois pour procéder à cette convocation. Quatre mois bientôt depuis que, l'on se rappelle, l'ex-parti unique tenait son dixième congrès.

Un 10<sup>e</sup> congrès entièrement préparé, contrôlé et ficelé par le cercle présidentiel qui, cette fois, ne mettait même pas les formes. Dirigé, de loin, par les proches de Bouteflika, le congrès avait été organisé sur

le terrain par... la DGSN ! Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, ainsi que presque l'ensemble de son gouvernement prenaient part à la cérémonie d'ouverture de ce congrès à l'issue duquel quatorze ministres et des dizaines de hauts cadres de l'Etat seront désignés au comité central alors que, pour certains, ils n'avaient aucun lien avec le parti avant la fin mai 2015.

Deux lettres, celle de Abdelaziz Bouteflika lue à l'ouverture du congrès, puis celle, inattendue, du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, couronneront le tout. Plus aucun doute depuis : Ammar Saâdani est l'homme du pouvoir imposé au FLN. Il l'avait si bien prouvé du reste depuis le 29 août 2013 lorsqu'il s'attaquait frontalement aux patrons des services, préparant le terrain, à chaque fois, à des «restructurations» au sein du DRS qui voit ses compétences progressivement passer sous la coupe de l'état-major. Puis, en se voyant désigné au sein du directoire de campagne qui se



Photo : Samir Sid

Saâdani fuit les pressions multiples en vue de la constitution du futur bureau politique.

substituera au candidat Bouteflika pour la présidentielle de 2014.

Après le 10<sup>e</sup> congrès de mai, Saâdani devient, de fait, désormais, un responsable de premier plan au sein du personnel politique du pouvoir. Mais, paradoxalement, l'homme est... invisible depuis ! Depuis début juin, et sa conférence de presse de l'après-congrès, Ammar Saâdani disparaît médiatiquement, voire même physiquement de la scène nationale. Lui, tout comme le parti dont, officiellement, il est la seule «instance» existante, le bureau politique ne devant être annoncé et entériné que par le comité central qui attend toujours d'être

réuni et structuré en différentes commissions.

Une situation inédite dans l'histoire du vieux parti. Un parti pourtant majoritaire mais qui ne s'exprime sur rien depuis bientôt quatre mois. Le plus cocasse dans l'affaire reste que, même pour les membres du parti, le secrétaire général demeurait injoignable, les mettant le plus souvent dans l'embarras, notamment lorsqu'il est question de connaître la position du parti sur de brûlantes questions de l'heure.

Cette attitude étrange s'explique en partie par le désir de Saâdani de fuir les pressions multiples en vue de la constitution du futur bureau politique. Et

sur ce point, la chose est d'ailleurs tranchée : «Aucun ministre n'en fera partie. C'est une instruction venue d'en haut», nous révélait-on il y a quelques jours. Et le «en haut», ici, c'est bien sûr Bouteflika et son entourage. C'est d'ailleurs ce même «en haut» qui a instruit Saâdani de ne plus s'exprimer «jusqu'à nouvel ordre», nous révèle-t-on également.

A moins que, comme le susurrent certaines gorges profondes, il y ait, depuis quelques jours, des couacs entre ces mêmes clans au sommet de l'Etat, qui soutenaient Saâdani et qui, partant, se répercutent sur la vie du parti.

K. A.

M<sup>e</sup> MOKRANE AÏT-LARBI À PROPOS DU PROJET DE RÉVISION CONSTITUTIONNELLE :

## «C'est une perte de temps»

**L'avocat bien connu Mokrane Aït-Larbi ne prend pas de gants, qualifiant le projet tant attendu par certains de révision constitutionnelle de simple «perte de temps».**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Une perte de temps aussi bien pour la classe politique, la société civile que pour le peuple, a-t-il expliqué, hier lors d'un débat autour du sujet de la révision constitutionnelle tenu au siège du quotidien *El Hiwar*. Car le pays a plutôt besoin d'une profonde réforme politique avec de nouveaux discours politiques et une nouvelle classe politique qui a une nouvelle vision pour le pays et pas seulement pour accéder au pouvoir», a-t-il expliqué.

Et à l'ancien cadre dirigeant du RCD de s'interroger sur l'arrière-pensée de l'entêtement du haut-lieu à cette révision. «Que veut le pouvoir de cette révision constitutionnelle ?», s'est-il interrogé, rappelant que toutes les concertations menées pour ce faire ont été couvertes par les seuls médias publics,

M<sup>e</sup> Mokrane Aït Larbi.

l'ENTV et l'APS, loin de l'attention du peuple, pourtant le premier et dernier concerné par un projet qui «manque, selon l'intervenant, d'objectifs clairs à définir comme les libertés publiques et les droits de l'Homme».

A travers sa démarche, le pouvoir, soutient M<sup>e</sup> Aït-Larbi, dévoile son «souci de s'éterniser» à sa place et qu'il ne sera jamais dans l'opposition et que

cette dernière ne pourra jamais lui succéder dans la gestion des affaires du pays, faisant remarquer que tout est basé sur la personne du président de la République devant qui, summum du paradoxe, «les membres du Conseil constitutionnel, dont il a la prérogative d'en nommer trois dont le président, prêtent serment devant le chef de l'Etat alors que c'est l'inverse qui prévaut dans les

systèmes réellement démocratiques». L'encensant, Abderrahmane Belayat a estimé que ce projet de révision constitutionnelle n'enfreint pas la tradition en ce sens qu'il obéit encore une fois à un certain «rapport de force politique».

Tout le contraire qui devrait prévaloir puisque le chantier concerne tout le peuple et toutes les institutions du pays, s'interrogeant à juste titre sur l'empressement d'une certaine classe politique, qu'elle soit de l'opposition ou celle de l'allégeance envers ce projet. «Il ne s'agit pas d'élaborer une Constitution d'un courant contre un autre mais celle où tout le monde se retrouvera à l'exception de ceux portant atteinte à l'unité et à l'indépendance du pays», insistant sur le timing du projet, élément, selon lui, «important».

Et à Belayat d'adresser une fléchette à l'adresse du chef intérimaire du RND. «Le directeur de cabinet du président de la République n'est pas partenaire du projet de révision constitutionnelle», a-t-il déclaré.

M. K.